



Monsieur le Maire
Mairie de HENDAYE
Service urbanisme
A l'attention de B CAZENAVE
Place de la République
64701 HENDAYE CEDEX

Réf : GPRV / IB / Étude du 17/02/2025

Affaire suivi par : Lieutenant Colonel ROURE

Tél : 05.64.64.00.01

Mail: prevention@sdis64.fr

ÉTUDE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

ÉTABLISSEMENT	HOPITAL MARIN - ACCUEIL ADMINISTRATION DIRECTION
RÉFÉRENCE	E260.00046 013
COMMUNE	64700 HENDAYE
ADRESSE	Route de la Corniche
DOSSIER	Autorisation de travaux n° 06426025B0006 Réhabilitation du bâtiment accueil, admission, direction.
DEMANDEUR	Madame Delphine BART HOPITAL MARIN D'HENDAYE

Réf : votre transmission en date du 13 février 2025 et reçue au SDIS le 14 février 2025.

I. DESCRIPTION

Ce dossier concerne un petit établissement recevant du public d'une capacité d'accueil inférieure à 20 personnes.

II. SUR LE PLAN RÉGLEMENTAIRE

L'établissement est assujetti aux dispositions fixées par :

1. le Code de la construction et de l'habitation,
2. le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,
3. l'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
4. le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, plus particulièrement : dispositions générales :
 - livre 1er de l'arrêté du 25 juin 1980 et arrêté du 22 juin 1990 modifié.

III. CLASSEMENT

L'effectif maximum des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé selon les dispositions prévues à l'article PE 3.

**Petit établissement recevant du public de 5ème catégorie
ayant une capacité d'accueil inférieure à 20 personnes.**

IV. SUR LE PLAN TECHNIQUE

La construction et les aménagements devront être réalisés en tous points conformément aux dispositions des textes précités. Les mesures de sécurité proposées dans la notice jointe au dossier devront être respectées. Elles sont complétées par les prescriptions, non limitatives, suivantes.

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES ÉTABLISSEMENTS

1. Isoler les locaux présentant des risques particuliers des locaux et des dégagements accessibles au public par des murs et planchers coupe-feu de degré 1 heure avec des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure dotés de ferme-portes (art. PE 2 § 4 et PE 6 § 1).
2. Réaliser les installations électriques conformément aux normes les concernant (PE 24 § 1).
3. Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier (art. R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation):
 - les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie,
 - les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu,
 - les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.
4. Isoler l'établissement par rapport aux tiers en fonction de la réglementation applicable à ces derniers.
5. Réaliser la défense interne des locaux par des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, répartis judicieusement de telle sorte que la distance pour atteindre un appareil ne dépasse pas 15 mètres (art. PE 26 § 1).
6. Doter les locaux présentant des risques particuliers d'incendie, d'extincteurs appropriés aux risques (art. PE 26 § 1).
7. Installer un dispositif d'alarme sonore, audible en tous points de l'établissement (art. PE 27 § 2).
Le choix du matériel est laissé à l'initiative du chef d'établissement qui devra s'assurer de son efficacité.
8. Permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence (art. PE 27 § 3).
9. Afficher bien en vue des consignes précises indiquant :
 - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18),
 - l'adresse du centre de secours du premier appel,
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (art. PE 27 § 4).
10. Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (art. PE 27 § 5).
11. Indiquer la ou les solution(s) proposée(s) pour la prise en compte des personnes en situation de handicap (art. GN8).
12. Apposer (uniquement si étage ou sous-sol) à l'entrée de l'établissement un plan schématique, conforme à la norme NF S 60-302 comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité (art. PE 27 § 6).
13. Procéder ou faire procéder, en cours d'exploitation, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, extraction de l'air vicié, des buées et des graisses des grandes cuisines et moyens de secours ...) (art. PE 4 § 2).
14. Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie par un point d'eau incendie, conforme au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques (arrêté préfectoral n° 64-2016-09-12-004 en date du 12 septembre 2016).

Recommandation en fonction du lieu d'implantation de l'établissement (quartiers anciens notamment).

15. Afin d'assurer la protection des tiers latéraux et supérieurs, notamment des locaux d'habitation, isoler l'établissement de tous bâtiments ou locaux occupés par des tiers, par des murs et planchers coupe-feu de degré 1 heure au moins. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré ½ heure et munie d'un ferme porte (art. R 143-13 du CCH et art. PE 6.1).

V. CONCLUSION

Le présent document ne constitue, ni un avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, ni un avis du service départemental d'incendie et de secours. Il permet toutefois au service instructeur du permis de construire de disposer du classement de l'établissement, d'une liste non limitative de mesures à respecter par le maître d'ouvrage et de connaître les anomalies relevées.

Il ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux dispositions des textes réglementaires en vigueur dans d'autres domaines (Code du travail...).

En outre, il est précisé que le maire, en vertu de son pouvoir de police, peut toujours demander à la commission un avis sur un dossier d'établissement recevant du public de 5ème catégorie indépendamment de la procédure de permis.

L'établissement n'est soumis à aucune visite de réception obligatoire par une commission de sécurité incendie. En effet, selon l'article R 143-38 du Code de la construction et de l'habitation, l'exploitant d'un petit établissement sans locaux à sommeil peut ouvrir au public sans demander l'autorisation du Maire et sans déclaration d'ouverture.



Lieutenant-Colonel J.F. ROURE